

Autochtonie

L'autochtonie est un substantif formé sur l'adjectif autochtone dont l'étymologie vient du grec *auto* : propre à, et *khtône* : terre. De ce fait, la notion d'autochtonie caractérise tout ce qui est originaire d'un lieu donné ou qui se forme sur place, y compris certaines espèces végétales. Mais plus spécifiquement, et dans son usage le plus courant, l'autochtonie est aujourd'hui une qualité revendiquée par de nombreux peuples issus de diverses régions du monde et dont la caractéristique commune est d'avoir expérimenté une situation coloniale ; toujours d'actualité, sous une forme dite de « colonialisme interne » ; et subi un vaste processus d'usurpation territoriale, la plupart du temps suite à l'instauration de colonies de peuplement. Il s'agit, notamment, des Amérindiens d'Amérique du Nord et du Sud, des différents groupes aborigènes d'Australie, des Maori de Nouvelle-Zélande, des Kanak de Nouvelle-Calédonie, des Aïnous du Japon ou encore des Inuit de l'Arctique.

A cette diversité géographique, se couple une certaine diversité terminologique, dans la mesure où, selon les contextes culturels et linguistiques, le terme autochtone peut être alternativement remplacé par les synonymes indigène et aborigène (« présent depuis l'origine »). Si, en français, le terme autochtone est de loin le plus usité, il est aussi fait parfois référence aux « peuples premiers » (en France) ou « premières nations » (au Canada francophone), par adaptation de l'expression anglaise « first nations ». Cette expression ne fait toutefois pas l'unanimité dans le monde-saxon et son emploi de préférence en Amérique du Nord. Mais alors qu'au Canada elle peut être substituée par le terme aboriginal, aux Etats-Unis on lui préférera plutôt *indigenous*. C'est également ce même terme qui est utilisé en espagnol et en portugais : on parlera ainsi, respectivement, de « pueblos indígenas » (ou « pueblos originarios » en Argentine) et « povos indígenas ». Remarquons, enfin, que le terme aborigène est davantage utilisé en Australie, où l'expression « peuples aborigènes » est équivalente à celle de « peuples autochtones ».

Bien que le terme autochtone et ses synonymes ait historiquement été utilisé par les colonisateurs comme une catégorie englobante pour se référer aux habitants des territoires explorés et / ou conquis, il est aujourd'hui réapproprié par ces mêmes habitants qui font de cette identité une ressource à la fois politique et territoriale. Ces dernières décennies ont ainsi été le témoin d'une puissante résurgence autochtone sur la scène internationale, marquée par la mobilisation de représentants de nombreux peuples revendiquant un droit à l'autodétermination ; droit dont les implications s'expriment notamment sur le plan linguistique, ou encore en matière de gestion des ressources naturelles. Cette mobilisation s'est traduite par l'adoption de textes comme la Convention n°169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), en 1989, ou, plus récemment, de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones de 2007, qui établissent et reconnaissent à ces peuples une série de droits fondamentaux dont celui au territoire (Bellier, 2013).

On notera, en effet, que la mobilisation de la catégorie autochtone permet aux groupes qui s'en emparent de mettre en avant leur qualité de « premier habitant », c'est-à-dire leur antériorité vis-à-vis de populations issues de différentes vagues de colonisation ; souvent de souche européenne ; et de légitimer par-là même des demandes de rétrocession de terres leur ayant été usurpées, au gré de l'expansion coloniale européenne puis de la consolidation des territoires nationaux. Le lien à un substrat territorial donné est de ce fait constitutif et indissociable de l'autochtonie, qui fait en même temps appel aux notions d'ancestralité et de « [justice spatiale](#) » (Bellier, 2015).

Habituellement considérée comme domaine de prédilection de l'anthropologie, la notion d'autochtonie revêt donc une dimension spatiale indéniable qui intéresse au premier chef le géographe. L'intérêt des géographes pour les peuples autochtones s'est d'ailleurs exprimé relativement tôt, dès l'époque des grands voyages de circumnavigation, dans le cadre d'une géographie dite « de l'exploration » (Claval, 2008). Le regard porté par les géographes sur l'autochtonie a cependant considérablement évolué au cours des siècles, comme celui des anthropologues ; d'ailleurs, qui après avoir développé de nombreux travaux dans le champ de l'anthropologie physique, ont progressivement recentré leur intérêt autour des questions ; inépuisables ; d'emprunt, de métissage et de recompositions identitaires. C'est dans ce contexte que la production géographique sur l'autochtonie s'est intensifiée, se structurant désormais, suivant une approche postcoloniale, autour de ce que l'on nomme les « géographies autochtones » (Coombes et al., 2012, 2013 et 2014). Des groupes de travail spécifiques ont même été créés, dès la fin des années 1990, au sein d'instances comme l'Institute of Australian Geographers (IAG), l'Association of American Geographers (AAG), la Canadian Association of Geographers (CAG) et l'Union Géographique Internationale (UGI).

Notons toutefois que c'est principalement aux réflexions développées dans le champ de la géographie politique que l'autochtonie doit aujourd'hui son statut d'objet géographique. Dans le cadre des [conflits](#) territoriaux contemporains, l'espace constitue effectivement un enjeu de pouvoir s'exprimant, par exemple, à travers

usage stratégique que les peuples autochtones font de l'outil cartographique. On assiste aujourd'hui à un intéressant processus de « détournement » de la «[carte](#)» qui, historiquement, a joué un rôle fondamental dans l'entreprise de conquête, permettant l'appropriation symbolique des territoires autochtones et des manières de les représenter. Différents peuples autochtones en font désormais usage, mobilisant à leur tour cet outil au service de leur demande territoriale (Bryan et Wood, 2015)

Mais le droit autochtone au «[territoire](#)» se fonde également sur la revendication d'une certaine diversité ontologique et la reconnaissance de «[savoirs vernaculaires](#)» postulant un rapport au monde différent de celui fondé, en Occident, sur une séparation franche entre «[nature et culture](#)» (Blaser, 2014). A ce titre, la géographie culturelle offre aux géographies autochtones des méthodes de travail et de précieux outils conceptuels permettant d'appréhender des conceptions de l'espace autres et singulières. Ces méthodes et outils aident en outre à comprendre les recompositions territoriales, multiples et complexes, liées à l'évolution des contextes touchant les peuples autochtones, comme les dynamiques migratoires qui traversent nombre de communautés autochtones depuis déjà plusieurs décennies. Soumises à une importante pression démographique, les terres autochtones subviennent en effet de moins en moins aux besoins élémentaires de leurs habitants, amenant une part croissante d'entre eux à migrer principalement vers les grands centres urbains régionaux.

La ville, qui dans les espaces colonisés d'outre-mer est généralement bâtie sur le rejet et l'antonomie de l'autochtonie, devient ainsi paradoxalement le nouvel « habitat » d'une importante communauté de migrants autochtones. Bien qu'il soit impossible de quantifier la part exacte des autochtones résidant en ville, on sait néanmoins que ceux-ci sont souvent majoritaires ou en passe de le devenir au sein de leur propre société, de sorte qu'il devient de plus en plus difficile d'envisager l'autochtonie hors de son rapport à la ville. Si la prise en compte des réalités autochtones urbaines semble alors mettre à mal les fondements de la notion d'autochtonie qui prend désormais corps dans la formation d'identités diasporiques, elle ouvre en même temps aux géographies autochtones un champ de recherche d'un grand intérêt (Peters et Andersen, 2013). Tout en reconfigurant les territorialités contemporaines, les pratiques individuelles et collectives de la ville redéfinissent la substance des territoires autochtones et de l'autochtonie elle-même.

Bibliographie

Références

- BELLIER, Irène (Dir.). 2015. Terres, territoires, ressources. Politiques, pratiques et droits des peuples autochtones. Paris : L'Harmattan / SOGIP
- BELLIER, Irène (Dir.). 2013. Peuples autochtones dans le monde. Les enjeux de la reconnaissance. Paris : L'Harmattan / SOGIP.
- BLASER Mario. 2014. Ontology and Indigeneity: on the Political Ontology of Heterogeneous Assemblages. *Cultural Geographies* 21(1): 49-58.
- BRYAN Joe & WOOD Denis. 2015. Weaponizing Maps. *Indigenous Peoples and Counterinsurgency in the Americas*. New York: Guilford Press.
- CLAVAL, Paul. 2008. Les géographies de l'altérité : géographie de l'exploration, géographie coloniale, géographie tropicale, géographie du développement, géographie postcoloniale. *Revista Universitaria de Geografía*, Vol. 17: 11-27.
- COOMBES Brad, JOHNSON Jay & HOWITT Richard. 2014. Indigenous geographies III: Methodological innovations and the unsettling of participatory research. *Progress in Human Geography* 38(6): 845-854.
- COOMBES Brad, JOHNSON Jay & HOWITT Richard. 2013. Indigenous geographies II: The aspirational spaces in postcolonial politics & reconciliation, belonging and social provision. *Progress in Human Geography* 37(5): 691-700.
- COOMBES Brad, JOHNSON Jay & HOWITT Richard. 2012. Indigenous geographies I: Mere resource conflicts? The complexities in Indigenous land and environmental claims. *Progress in Human Geography* 36(6): 810-821.
- PETERS Evelyn & ANDERSEN Chris. (Eds.). 2013. *Indigenous in the City. Contemporary Identities and Cultural Innovation*. Vancouver: UBC Press.